

## PUBLICATIONS ET TRAVAUX

## Livres

Pierre BALME, Jean-Richard CYTERMANN, Michel DELLACASAGRANDE et al. :

**L'université française : une nouvelle autonomie, un nouveau management,**

Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 2012, 572 p.

(Libre cours)

ISBN 978-2-706117145



Depuis l'adoption de la loi Libertés et Responsabilités des Universités en 2007 (dite loi LRU ou encore loi Péresse d'après la ministre en charge de l'Enseignement supérieur de l'époque) quelques semaines seulement après l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy et de la mise en place du gouvernement de François Fillon, l'enseignement supérieur est redevenu un thème majeur du débat public en France. La nouvelle loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (dite loi Fioraso d'après la ministre en charge de l'Enseignement supérieur depuis 2012), adoptée en juillet 2013 par l'Assemblée nationale, et censée corriger, aux yeux de la nouvelle majorité parlementaire, les « conséquences négatives et les insuffisances » de la loi LRU, est cependant loin d'avoir calmé ce débat, comme en témoignent les discussions qui ont accompagné le processus législatif autour de la loi Fioraso ainsi que les difficultés de gouvernance, mais aussi et surtout budgétaires, auxquelles sont confrontés un certain nombre d'établissements universitaires en cette rentrée 2013/2014. Si ces débats sont parfois très techniques en raison de la complexité systémique de l'enseignement supérieur, ils concernent néanmoins un nombre croissant de jeunes : quelque 2,3 millions d'étudiants étaient inscrits en 2011/2012 dans l'enseignement supérieur, dont 1,45 million dans les universités publiques, soit plus de 60% du total. Les projections du MESR prévoient une augmentation de 11% d'ici 2021 dans les universités publiques, soit quelque 140 000 étudiants en plus. De plus, la loi Fioraso vise « l'élévation du niveau de qualification du plus grand nombre » afin d'atteindre l'objectif de 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur. En 2011, 43% des jeunes âgés de 25 à 29 ans déclaraient posséder un diplôme d'enseignement supérieur. On voit donc que les orientations actuelles en matière d'enseignement supérieur engagent l'avenir – politique, social, culturel et économique – du pays à moyen et long terme : les décisions prises en la matière aujourd'hui suscitent donc un débat tout à fait indispensable.

A ce titre, l'ouvrage d'un collectif d'auteurs, publié déjà en 2012, donc avant la mise en route de la loi de juillet 2013, apporte des éclairages tout à fait pertinents sur l'état actuel de « l'université française, les enjeux de son développement, son organisation et sa gestion, ainsi que l'évolution de ses missions dans le contexte de la loi LRU ». Il permet ainsi de mieux comprendre les tenants et les aboutissants des débats qui ont entouré la loi Fioraso, tout en proposant une mise en perspective de la situation actuelle par rapport à l'évolution historique qu'a connue l'université française ainsi que par rapport à l'évolution similaire et/ou différente du paysage universitaire dans d'autres pays, notamment dans ceux de l'espace universitaire européen. Les auteurs sont des hommes et femmes « de terrain », ayant exercé ou exerçant encore des responsabilités de gestion et de pilotage au sein des établissements universitaires en tant que président ou secrétaire général ou encore au sein du MESR ou de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR). Il ne s'agit donc pas du fruit d'un travail de recherche sur l'université française, mais plus d'une présentation synthétique du cadre organisationnel et juridique (première partie), suivie d'une explication de texte de la loi LRU et d'un décryptage de ses conséquences concrètes pour les établissements, notamment en termes de gestion des ressources humaines, de gestion budgétaire et de gestion immobilière (deuxième partie). La troisième partie aborde le pilotage de l'offre de formation ainsi que l'accompagnement des étudiants vers la réussite et l'insertion professionnelle. Il sera intéressant d'examiner dans quelle mesure la loi Fioraso constitue une réponse aux constats faits en la matière par les experts en 2012. Une quatrième partie aborde enfin le rôle de la recherche universitaire et de la valorisation dans un contexte mondialisé et esquisse les contours d'une redéfinition nécessaire de la place très spécifique qu'occupait par le passé la recherche universitaire dans le système de la recherche française dans son ensemble.

Il est tout à fait appréciable que les descriptions très détaillées, mais avant tout factuelles, des principales fonctions de gestion des établissements universitaires ainsi que du contexte, institutionnel et budgétaire, dans lequel ils sont appelés à mener à bien leurs missions de base telles qu'elles ont été redéfinies par la loi LRU, soient complétées par une vingtaine de témoignages apportés par des responsables universitaires sur les effets déjà concrets de la loi LRU qui mettent en évidence les marges de progrès encore possibles.

Werner Zettelmeier